



VILLE DE

Nogent
sur-Oise

GRANDIR
S'OUVRIR
TRANSMETTRE

Affiché le : 25 AVR. 2025

Retiré le :

REPUBLIQUE FRANCAISE

ARRÊTÉ

**De non-opposition à une déclaration préalable
Au nom de la commune de Nogent sur Oise**

DESCRIPTION DE LA DEMANDE D'AUTORISATION :

Par : SYNDIC I-MOBILIA
Demeurant à : 5-15 RUE DU DOCTEUR ROUX
60180 NOGENT-SUR-OISE
Pour : Rénovation énergétique de la copropriété « Blanche de Castille et Claude de France »
Sur un terrain sis : 2 Rue Ambroise Paré, 4 avenue Saint Exupéry
Références Cadastres : BL657, BL657, BL528, BL126, BL524, BL531, BK282
Superficie du terrain d'assiette : 3150 m²

Dossier n° :
DP 60463 24 T0138

Le Maire de Nogent-sur-Oise,

VU la demande de Déclaration Préalable présentée le 11/12/2024 et complétée le 18/03/2025 par le SYNDIC I-MOBILIA,

VU l'objet de la demande :

- Traitement des désordres en façade.
- Isolation thermique par l'extérieur (ITE).
- Peinture des balcons (non traitées par l'isolation).
- Peinture des garde-corps.
- Isolation en sous-face du plancher de la passerelle.
- Remplacement de la ventilation existante.
- Remplacement des couvertines.
- Remplacement des menuiseries des communs.
- Mise en œuvre d'une main courante en toiture
- Sur un terrain situé : 2 rue Ambroise Paré, 4 avenue Saint Exupéry à Nogent-sur-Oise (60180),

VU le récépissé de dépôt de la demande affiché le 18 décembre 2024,

VU le Code de l'Urbanisme,

VU le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 10 octobre 2019, modifié les 18 février 2021, 15 décembre 2021, 18 décembre 2023 et 08 juillet 2024,

VU l'arrêté préfectoral portant création du périmètre délimité des abords de la Croix des Vierges, de l'Eglise Sainte-Maure-et-Sainte-Brigide et des ruines du Château de Sarcus, protégés au titre des monuments historiques, en date du 13 février 2024,

Vu les plans et documents annexés à la demande susvisée,

Vu la notification de délai d'instruction en date du 03 avril 2024,

Vu l'avis favorable avec prescriptions de l'architecte des bâtiments de France en date du 02 avril 2025,

ARRÊTÉ

Article 1 : Il n'est pas fait opposition à la déclaration préalable, sous réserve du respect des prescriptions mentionnées aux articles 2 et suivants,

Article 2 : Une présentation d'échantillons et d'essais sera réalisée au démarrage du chantier à l'architecte des bâtiments de France.

Article 3 : Le règlement de voirie fixe les modalités administratives et techniques relatives aux travaux exécutés sur le domaine public.

Afin de garantir la sécurité des piétons pendant la phase d'exécution des travaux, toutes les dispositions seront prises pour sécuriser le chantier et ainsi éviter tout risques de chutes de matériaux sur le domaine public.

Article 4 : Toute occupation du domaine public communal est soumise à une redevance calculée sur la base des tarifs municipaux en vigueur tels qu'approuvés par le Conseil Municipal. Un titre de recette sera ainsi émis à cet effet, et devra être réglé auprès de la Trésorerie.

Ainsi, la mise en place de matériels de chantier de type échafaudage, sur le domaine public, devra faire l'objet d'une demande préalable auprès des services techniques de la collectivité.

Article 5 : La déclaration préalable devra être affichée sur le terrain pendant toute la durée des travaux.

Une fois que l'intégralité des travaux aura été réalisée, la Déclaration Attestant l'Achèvement et la Conformité des Travaux devra être déposée en mairie.

Article 6 : La présente décision est adressée :

- Au pétitionnaire par lettre recommandée avec accusé de réception, le **25 AVR. 2025**
- Au représentant de l'Etat dans le Département dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur, le **25 AVR. 2025**

Signé électroniquement par : Patricia RICHARD

Date de signature : 23/04/2025

Qualité : Par délégation du Maire, la 3ème adjointe



La présente décision, accompagnée du dossier et des pièces d'instruction ayant servi à sa délivrance, est transmise au représentant de l'Etat, dans les conditions prévues à l'article R 424-12 du code de l'urbanisme.

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet, il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux, notamment au moyen de l'application informatique télerecours citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr. Il peut également saisir le recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet par les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Durée de validité du permis :

Conformément à l'article R 424-17 du code de l'urbanisme et en application au décret n° 20144-1661 du 29 décembre 2014, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 36 mois à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours, le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R 424-21 et R424-22, l'autorisation peut être prorogée pour une année si les prescriptions d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas, la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis/de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

-Adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement).

-installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A.424-19 est disponible sur le site internet du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

-dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaire du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers :

Elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévu par l'article L 242-1 du code des assurances.

Dans le cas où le projet est situé dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable ou dans les abords de monuments historiques et en cas d'opposition à une déclaration préalable ou de refus de permis fondé sur un refus d'accord de l'Architecte des Bâtiments de France, le (ou les) demandeur(s) peut saisir le Préfet de la région Hauts-de-France d'un recours administratif contre cet avis, en application de l'article R 424-14 du Code de l'Urbanisme à l'adresse suivante :

Direction Régionale des Affaires Culturelles CRPA-2^{ème} Section (Architecture)
1-3 rue du Lombard-CS 80016-59041 LILLE Cedex

Ce recours effectué, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision, est dans ce cas, un préalable obligatoire à tout recours contentieux.